

## Homo Economicus. Fin de l'Histoire.

Individu-roi, libertés individuelles, réussite personnelle, accumulation matérielle, recherche du profit, démocratie de marché, uniformisation, ... nous vivons aujourd'hui le règne de l'individu, de l'individuel et de l'individualisme. La liberté des uns prime sur la liberté de tous. Une liberté qui est avant tout celle d'entreprendre, d'innover, d'investir, de faire fructifier, d'accaparer. L'Etat, de plus en plus déconnecté de toute idée d'Etat providence ou de contrat social, se résume à un instrument au service de cette liberté débridée de réaliser des ambitions personnelles. La société doit se résumer à un marché dépourvu d'entraves dans le cadre duquel chaque individu ne serait plus qu'un maillon individuel dépourvu d'individualité. Chacun est ainsi réduit à n'être mû par la rationalité économique, un individu qui fait ses choix sur la base d'un calcul coût-bénéfice, au détriment d'autres types de rationalités émotionnelles, altruistes, ... Un joyeux marché régi par les règles de la compétition entre tous et toutes. Les plus méritants, seuls, sortiront gagnants.

*« Aujourd'hui, les 8 plus grosses fortunes du monde possèdent autant de richesses que la moitié la plus pauvre de la population mondiale. »*  
**Oxfam solidarité**

Ce joyeux marché n'est pas pour autant garant de l'égalité de chacun-e. Les inégalités violentes perdurent, se creusent et engendrent de la violence. Mais si la liberté de chacun-e est garantie sans limites et que nous sommes tous libres d'entreprendre et de travailler à notre propre ascension sociale, ne serions-nous pas toutes également responsables de la place que nous occupons sur l'échelle sociale ? Après tout, il se pourrait que ceux et celles qui se trouvent en bas de la hiérarchie soient finalement ceux et celles qui n'ont pas voulu se hisser en haut ou ne s'en sont pas donné les moyens ?

Ce système serait donc le seul capable de préserver la liberté de chacun-e. Le résultat d'une évolution naturelle de nos sociétés. La fin de l'histoire. La dernière et la seule solution après l'échec des tentatives d'organisations sociales précédentes. Pourtant, loin d'une telle idée, le néolibéralisme représente un ensemble de discours, de pratiques et de dispositifs visant à présenter cette évolution comme étant effectivement naturelle. Il en va de même pour la liberté du marché, dont la logique tend à orienter jusqu'à nos comportements sociaux et nos attentes individuelles. Nous pourrions bien finir par la désirer, cette liberté !

## Essais de définitions

**NÉOLIBÉRALISME :** Le néolibéralisme désigne un ensemble de courants visant à corriger et revitaliser le libéralisme classique en reprenant à leur compte les critiques dont il a été la cible. Très grossièrement, il peut se réduire à deux caractéristiques principales. Premièrement, il vise à assurer la liberté du marché. Deuxièmement, à la différence du libéralisme classique, le néolibéralisme ne conçoit pas cette liberté du marché comme naturelle mais plutôt comme une utopie vers laquelle il faut tendre en orientant socialement les comportements et les attentes des individus pour les faire correspondre à un tel modèle et ainsi étendre la logique du marché à tous les champs de la vie politique et sociale.

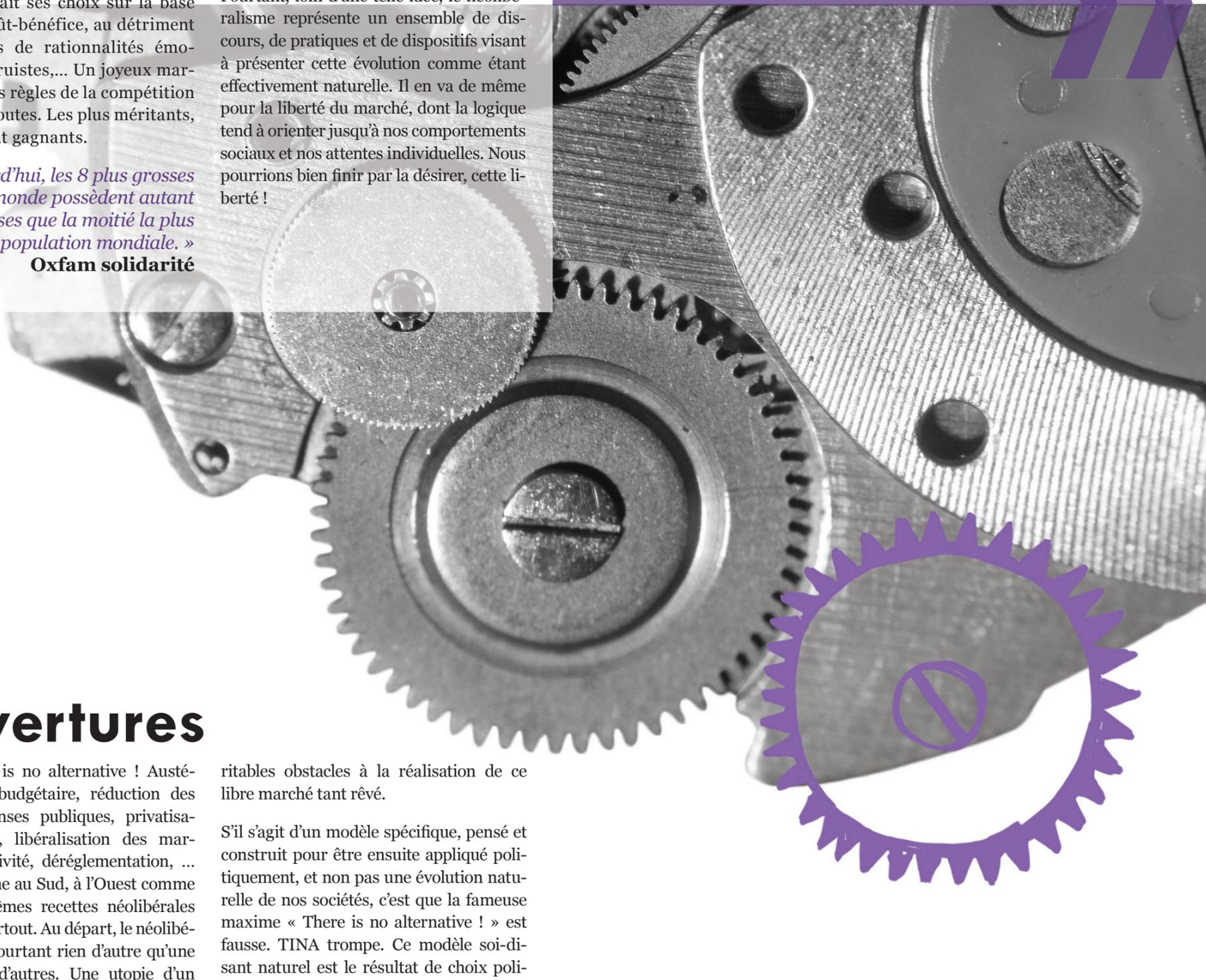
**DARWINISME SOCIAL :** Ce terme fut utilisé pour la première fois en 1880 par l'anarchiste Emile Gautier. Il dénonçait sous ce terme le système économique libérale dans lequel la concurrence ne pouvait souffrir d'aucun frein, restreignant ou récusant toute forme de solidarité sociale envers les défavorisés. Le terme de « darwinisme social » désigne ainsi une vision évolutionniste de la société où « la lutte pour la vie » est le moteur de l'action et où les relations entre individus sont motivées par la compétition entre chacun.e. Il se rapproche ainsi de la définition de l'ultralibéralisme. Il serait cependant plus judicieux de faire référence à cette conception sous le terme de « spencerisme », en référence à Herbert Spencer qui a conceptualisé cette vision selon laquelle l'évolution des sociétés humaines nécessite une compétition constante, en dehors de laquelle doit se tenir l'Etat.

## Ouvertures

There is no alternative ! Austérité budgétaire, réduction des dépenses publiques, privatisations, libéralisation des marchés, compétitivité, déréglementation, ... Au Nord comme au Sud, à l'Ouest comme à l'Est, les mêmes recettes néolibérales s'appliquent partout. Au départ, le néolibéralisme n'est pourtant rien d'autre qu'une utopie parmi d'autres. Une utopie d'un marché libre. Une utopie de l'individu-roi. Un programme politique spécifique petit à petit imposé comme la seule description scientifique du réel. Un retournement opéré par le truchement de discours, de pratiques et d'institutions qui ont servi à légitimer et imposer un modèle spécifique comme la seule réalité possible. Une évolution dont le corollaire est la destruction progressive des structures collectives, vé-

ritables obstacles à la réalisation de ce libre marché tant rêvé.

S'il s'agit d'un modèle spécifique, pensé et construit pour être ensuite appliqué politiquement, et non pas une évolution naturelle de nos sociétés, c'est que la fameuse maxime « There is no alternative ! » est fautive. TINA trompe. Ce modèle soi-disant naturel est le résultat de choix politique. Des choix qui supposent d'opérer un tri entre différentes options. S'émanciper de ce modèle est possible et désirable car d'autres possibilités existent. Une émancipation qui commence par le refus d'une conception de l'état de nature comme une guerre de tous contre tous et de la compétition inéluctable entre les individus. Et si la nature de l'homme était plutôt la coopération et l'entraide ?



# domination socio-économique

## LA DETTE, L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT ET LES INSTITUTIONS DE BRETTON WOODS

En 1944, à Bretton Woods, un ensemble de pays décident de la création du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale (BM). Ces deux institutions sont depuis devenues les piliers de la mondialisation néolibérale. Dès sa création, la Banque mondiale finance les puissances coloniales. Dans les années 1950 et 1960, alors que de nombreux pays colonisés obtiennent leur indépendance, elle organise le transfert des dettes contractées par les métropoles aux anciennes colonies. Des dettes qui vont peser lourd sur le développement de ces pays. Dans les années 1980, plusieurs d'entre eux se trouvent au bord du défaut de paiement. Ils se tournent alors vers le FMI qui conditionne son « aide » à l'adoption de plans d'ajustements structurels : privatisations massives, priorité aux exportations, coupes budgétaires drastiques, ... Loin de les aider à se relever, ces plans contribuent à maintenir les Etats du tiers-monde en situation de dépendance et alimentent le mécanisme de la dette. Suite à la crise financière de 2008, ces mêmes mesures seront appliquées aux Etats européens en difficulté.

« *We made that devil's bargain on rice and it wasn't the right thing to do. We should have continue to work to help them be self-sufficient in agriculture.* »

**Bill Clinton**,

en 2010 à propos des plans d'ajustements imposés à Haïti qui incluaient la libéralisation du commerce et la réduction des tarifs douaniers qui protégeaient la production agricole, y compris celle du riz.

## LE NOVLANGUE ÉCONOMIQUE

Nommer, c'est délimiter le champs du réel et des possibles. C'est permettre de penser ou non le changement et l'émancipation. C'est masquer ou dévoiler les rapports de force. Le choix des mots donne d'importantes indications sur notre société et la façon dont nous la percevons. Les termes « exploités » ou « défavorisés » sont souvent utilisés pour désigner les mêmes personnes. Pourtant, ils ne décrivent pas les mêmes réalités. Du choix de l'un ou l'autre découle une interprétation toute différente, entre victimes d'un système d'exploitation capitaliste ou simples malchanceux. Les mots peuvent aussi servir à invisibiliser certaines formes de violence. Comme les « plans d'assainissement » en entreprises qui cachent bien souvent des programmes de licenciements massifs.

## UNE CONSTRUCTION HISTORIQUE DEVENUE ORDRE NATUREL

Les politiques néolibérales d'aujourd'hui ont une histoire. Fruit d'un courant de pensée diversifié, elles ont été pensées, élaborées, conceptualisées pour ensuite être mise en pratique. A la fin des années 1930, le colloque Walter-Lippman, réunissant nombre d'économistes et d'intellectuels pour réfléchir sur l'avenir du libéralisme, est souvent considéré comme la date de naissance du néolibéralisme. Des penseurs économistes, tels que Friedrich Hayek ou Milton Friedman et l'Ecole de Chicago, pensent et élaborent des théories économiques qui seront ensuite appliquées, non sans quelques approximations et contradictions, par des représentants politiques tels que Margaret Thatcher ou Ronald Reagan. Un système de pensée auquel on se réfère souvent sous le vocable de « consensus de Washington ».

## DES TRAVAILLEURS LIBRES POUR UN MARCHÉ LIBRE ?

Délocalisations d'entreprises, généralisation des contrats d'interim, flexibilisation des salaires et du temps de travail, ... Le « marché du travail » doit s'adapter aux exigences de la liberté économique. Une adaptation justifiée comme moyen de lutte contre le chômage. Ainsi, l'OCDE1 défend une protection moins stricte du travail afin de stimuler l'économie et d'améliorer la compétitivité des entreprises, qui devraient à leur tour créer plus d'emplois. Pourtant, loin d'augmenter le niveau de vie des travailleurs, de telles mesures les poussent toujours un peu plus dans la précarité. Licenciements violents. Pressions pour travailler plus, en gagnant souvent moins. Compétition entre les travailleurs sous la menace du chômage galopant. Cette flexibilité toujours plus grande s'accompagne de la marginalisation progressive des structures collectives d'organisation et de défense des travailleurs. Le « syndicat bashing » participe de ce processus. Les syndicats, dont la mission est la défense collective des travailleurs, sont assimilés à des structures inutiles qui passent leur temps à faire grève en empêchant les braves gens de travailler et déconnectées des véritables enjeux. Ce double processus, flexibilité et disparition progressive des structures de défense collective, participe à un isolement toujours plus grand des travailleurs et à les rendre progressivement responsables de leur propre misère sociale.

## MEILLEUR REMPART CONTRE LE TOTALITARISME ?

Le néolibéralisme serait la seule doctrine capable de protéger les principes démocratiques contre tout interventionnisme étatique potentiellement liberticide. Un retour historique sur le processus d'essais et d'erreurs des différents modes d'organisation politique et économique accrédirait cette thèse d'une sélection naturelle des sociétés de marché, au détriment de systèmes plus planifiés. Pourtant, dès 1936 et le Colloque Walter-Lippmann (événement lors duquel furent jetées les bases de ce nouveau libéralisme), le néolibéralisme est profondément anti-démocratique et s'est construit en opposition à la souveraineté populaire conçue comme porteuse du danger totalitaire. La démocratie, en tant que transfert au peuple du pouvoir de définir les orientations de son organisation sociale, est assimilée à une dictature des masses qui conduirait à faire primer l'intérêt collectif sur la défense des libertés individuelles, conçues pourtant comme supérieures. Dans sa dimension politique, le néolibéralisme vise ainsi à construire les conditions d'un système où le pouvoir des masses est limité, encadré, afin de préserver les libertés individuelles par l'intermédiaire de la mise en place d'un cadre indiscutable, celui des règles du marché libre, réduisant le champ de la discussion politique.

# domination socio-économique

## L'ÉGALITÉ ASSURÉE PAR LA RÉCOMPENSE DE L'EFFORT INDIVIDUEL

L'égalité des chances repose sur le postulat que chaque individu disposerait des mêmes chances de réussite à la naissance. L'égalité serait ainsi assurée par la garantie d'une juste compétition entre les personnes. Loin de ce modèle idyllique, les possibilités de réussite et d'évolution dans la société dépendent cependant fortement de l'hérédité sociale ou des hasards de la naissance. De surcroît, l'idée d'une compétition équitable entre les personnes est tributaire d'une certaine vision de la société, elle-même questionable. Ce système de méritocratie permet de produire et reproduire des inégalités justes, méritées par les vaincus et les vainqueurs. Plus besoin de défense collective des perdants du système. Chacun.e est maître de son propre devenir.

## DES TRAITÉS À LA PELLE... POUR UNE EXPANSION À MARCHÉ FORCÉE

En 1944, à Bretton Woods, un ensemble de pays décident de la création du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale (BM). Ces deux institutions sont depuis devenues les piliers de la mondialisation néolibérale. Dès sa création, la Banque mondiale finance les puissances coloniales. Dans les années 1950 et 1960, alors que de nombreux pays colonisés obtiennent leur indépendance, elle organise le transfert des dettes contractées par les métropoles aux anciennes colonies. Des dettes qui vont peser lourd sur le développement de ces pays. Dans les années 1980, plusieurs d'entre eux se trouvent au bord du défaut de paiement. Ils se tournent alors vers le FMI qui

conditionne son « aide » à l'adoption de plans d'ajustements structurels : privatisations massives, priorité aux exportations, coupes budgétaires drastiques, ... Loin de les aider à se relever, ces plans contribuent à maintenir les Etats du tiers-monde en situation de dépendance et alimentent le mécanisme de la dette. Suite à la crise financière de 2008, ces mêmes mesures seront appliquées aux Etats européens en difficulté.

« *We made that devil's bargain on rice and it wasn't the right thing to do. We should have continue to work to help them be self-sufficient in agriculture.* » - Bill Clinton en 2010 à propos des plans d'ajustements imposés à Haïti qui incluaient la libéralisation du commerce et la réduction des tarifs douaniers qui protégeaient la production agricole, y compris celle du riz.

## « THE BIG THREE » : STANDARD & POOR'S, MOODY'S ET FITCH RATING

Ces fameux « Big Three » désignent les trois principales agences de notation internationales. L'une des missions que ces agences s'assignent consiste à attribuer des notes aux Etats en fonction de leur degré de solvabilité, de leur capacité à rembourser leurs dettes. Une bonne note sera attribuée à un Etat avec une bonne stabilité financière, un PIB élevé et une situation politique stable. Ces notations servent d'indicateurs pour les investisseurs et conditionnent les taux d'intérêt pratiqués à l'égard des Etats. Ces indicateurs sont suivis de très près par les gouvernements et par les entreprises. Tout comme l'évolution du PIB, indice suprême du

niveau de richesse d'un pays. La réussite des Etats se calcule ainsi en terme d'indices économiques, qui à leur tour conditionnent les politiques mises en place par ces Etats. La rationalité économique prime et dirige l'action. Les politiques visent à réduire les dépenses avant de chercher à défendre les intérêts de la collectivité.

« *Il y a deux superpuissances dans le monde aujourd'hui : les Etats-Unis et Moody's. Les Etats-Unis peuvent vous détruire en vous envoyant des bombes. Moody's le peut également en dégradant la note de vos obligations. Et croyez-moi, il n'est pas toujours facile de savoir lequel des deux a le plus de pouvoir.* »

**Thomas Friedman,**  
Chroniqueur  
du New York Times  
(février 1996)